



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

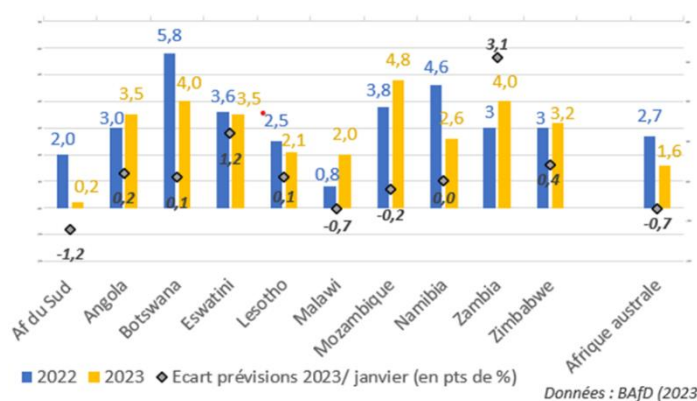
N°21– 22 au 29 mai 2023

Fait saillants :

- **Afrique du sud** : L'agence de notation S&P maintient sa perspective à stable
- **Afrique du Sud** : La Banque centrale réhausse son taux directeur à 8,25%, soit son plus haut niveau depuis 2009
- **Afrique du Sud** : Lancement de la phase II du Lesotho Highlands Water Projects

Zoom sur La Banque Africaine de développement qui revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour l'Afrique Australe (BAfD)

Prévisions de croissance de la BAfD



Dans le cadre de son rapport annuel *African Economic Outlook*, la Banque Africaine de Développement (BAfD) a mis à jour ses prévisions de croissance pour l'année 2023. La croissance du PIB dans la sous-région australe devrait ainsi atteindre 1,6% sur l'année, après 2,7% en 2022. La BAfD a ainsi revu à la baisse ses prévisions de 2,4 points par rapport à ses anticipations du mois de janvier (rapport *Africa's Macroeconomic Performance and Outlook*). Cette correction s'explique notamment par la révision à la baisse de la croissance sud-africaine à 0,2% (contre 1,4% en janvier), à un niveau comparable à ceux des

autres institutions internationales (+0,1% pour le FMI, +0,5% pour la Banque Mondiale). L'institution a également revu à la baisse, dans une moindre mesure, ses prévisions pour le Malawi (+2%, soit -0,7 point) et le Mozambique (+4,8%, soit -0,2 point) – conséquence du cyclone Freddy qui a frappé les deux pays au mois de mars. A l'inverse, la BAfD a rehaussé ses estimations de croissance pour la majorité des pays de la zone : Zambie (4%, soit +3,1 points, rejoignant ainsi les prévisions réalisées par le FMI dès le mois d'octobre), Eswatini (+3,5%, soit +1,2 point), Zimbabwe (+3,2%, soit +0,4 point), Angola (+3,5%, soit +0,2 point), Botswana (+4%, soit +0,1 point) et Lesotho (+2,1%, soit +0,1 point). Les prévisions de croissance de l'économie namibienne restent quant à elles stables à 2,6%. La sous-région demeure la moins dynamique du continent (à titre de comparaison la croissance devrait atteindre 3,9% en 2023 en

Afrique de l'Ouest et 5,1% en Afrique de l'Est). Elle continue en effet de pâtir des difficultés de l'économie sud-africaine, qui se répercutent sur l'ensemble de la zone.

Au programme cette semaine :

- **Afrique du sud** : L'agence de notation S&P maintient sa perspective à stable
- **Afrique du Sud** : La Banque centrale réhausse son taux directeur à 8,25%, soit son plus haut niveau depuis 2009
- **Afrique du Sud** : Lancement de la phase II du Lesotho Highlands Water Projects
- **Afrique du Sud** : Nouvel essor du transport maritime par conteneurs malgré une faible performance du secteur logistique
- **Afrique du Sud** : Transnet lance un nouvel appel d'offres pour acquérir 20 MW de capacité photovoltaïque pour le port de Richards Bay
- **Afrique du Sud** : L'exploration et l'exploitation du gaz de schiste pourraient être lancées
- **Angola** : La Banque centrale maintient son taux directeur à 17%
- **Lesotho** : La Banque mondiale publie sa stratégie quinquennale
- **Malawi** : Le FMI a conclu sa première mission de revue dans le cadre du programme sans financement (PMB) adopté au mois de novembre
- **Malawi** : L'inflation atteint un nouveau point haut
- **Mozambique** : La croissance se maintient à 4,2% au premier trimestre 2023
- **Mozambique** : La Banque Mondiale approuve un financement de 150 MUSD en réponse au cyclone
- **Mozambique** : TotalEnergies publie un plan d'action sur l'amélioration de la situation socio-économique des communautés affectées par le projet Mozambique LNG
- **Zimbabwe** : Le gouvernement lance un processus de sauvetage pour l'opérateur Telecel

Afrique du Sud

L'agence de notation S&P maintient sa perspective à stable (S&P Global Ratings)

Le 19 mai, l'agence de notation *S&P Global Ratings* a maintenu la notation souveraine de l'Afrique du Sud à BB-, avec une perspective stable – soit 3 rangs en deçà de la catégorie « investissement ». L'agence a toutefois décidé de ne pas publier son rapport d'analyse économique comme elle le fait habituellement. Pour rappel, S&P Global Rating avait révisé, en mars 2023, la perspective sud-africaine de positive à stable, pointant la dégradation de l'environnement économique du pays (intensification de la crise énergétique, lenteur de la mise en place des réformes structurelles de gouvernance, et déclin des infrastructures). Cette décision intervient dans un contexte économique qui a pourtant poursuivi sa dégradation, notamment aux plans monétaire (accélération de la dépréciation du Rand) et des finances publiques (revalorisation du salaire des fonctionnaires bien supérieure à l'évolution provisionnée dans le budget: +7,5% au lieu de 1,6%). L'agence de notation pourrait attendre le résultat des élections de 2024 avant de prendre une nouvelle décision.

La Banque centrale réhausse son taux directeur à 8,25%, soit son plus haut niveau depuis 2009 (SARB)

À l'issue de sa réunion du 25 mai, le comité de politique monétaire de la banque centrale sud-africaine (*South African Reserve Bank – SARB*) a réhaussé son taux directeur de 0,5 point à 8,25%, soit son plus haut niveau depuis janvier 2009. Il s'agit de la dixième augmentation consécutive de l'indicateur depuis novembre 2021 (soit +4,75 points au total). Le taux d'intérêt préférentiel, utilisé comme référence par les banques commerciales dans leurs opérations de prêts aux particuliers, s'élève désormais à 11,75%), accentuant la pression sur les finances des

ménages. La SARB justifie sa décision par le niveau élevé de l'inflation. Selon les dernières données de *StatsSA*, la hausse des prix à la consommation a ainsi atteint 6,8% sur un an au mois d'avril, après 7,1% en mars. Elle demeure ainsi supérieure à la fourchette cible de la SARB (de 3% à 6%) depuis douze mois. Les postes qui ont le plus contribué à la progression de l'indicateur sont les « denrées alimentaires » (+13,9%, soit une contribution positive de +2,4 points) et les « transports » (+7,6%, soit +1,1 point). La banque centrale a par ailleurs révisé ses prévisions d'inflation : elle table désormais sur une hausse des prix de 6,2% en 2023, soit +0,2 point par rapport à ses prévisions du mois de mars. À noter toutefois que l'inflation des prix à la production (*StatSA*) continue de se modérer, suivant une tendance engagée depuis septembre 2022 : elle a atteint 8,6% sur un an au mois d'avril, contre 10,6% au mois précédent. Cette diminution s'explique notamment par la baisse du prix du pétrole, ainsi que par l'amorce d'une baisse des prix alimentaires au niveau mondial. Enfin, la Banque centrale a légèrement rehaussé ses prévisions de croissance pour l'année 2023, à 0,3%, soit +0,1 point par rapport à ses anticipations de mars – probablement en raison d'une hausse anticipée de la croissance mondiale. L'impact des délestages électriques reste évalué à -2 points de croissance. Les prévisions pour 2024 et 2025 restent inchangées, à un niveau atone (respectivement +1% et +1,1%), témoignant des difficultés structurelles de l'économie. Les marchés ont réagi défavorablement à cette annonce, puisque le rand s'est dévalué de 2,5% dans les heures suivantes pour atteindre au maximum la parité de 19,8 ZAR contre 1 USD dans la journée. Le prochain comité de politique monétaire aura lieu le 20 juillet 2023.

Lancement de la phase II du Lesotho Highlands Water Projects (LHWP)

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a annoncé le lancement des travaux de la phase II du *Lesotho Highlands Water Projects (LHWP)*

mardi 23 mai, après plusieurs reports. Le projet LHWI-II consiste en la construction du barrage de Polihali et d'un tunnel de transfert d'eau de 38 km. Une fois achevé (horizon estimé en 2028), le barrage, d'une hauteur de 165 m, permettra de fournir 465 millions de m³ d'eau par an au système de ressources en eau de la rivière du Vaal, augmentant ainsi sa capacité de 60% – pour rappel ce système assure notamment l'approvisionnement en eau de la région du Gauteng. De plus, le barrage aura une capacité de production de 1,2 GW – permettant au Lesotho de renforcer son indépendance énergétique alors que le pays importait plus de 60% de son électricité en 2019. Le coût de la deuxième phase du projet s'élève à 40 Mds ZAR (1,9 Mds EUR), dont une partie (38,5%) a été financée grâce à des Partenariats Public-Privé (PPP) – réunissant notamment les grandes banques commerciales sud-africaines (ABSA, Investec, Nedbank, RMB et Standard Bank), la banque de développement régionale (*Development Bank of Southern Africa*) et l'agence publique *Trans Caledon Tunnel Authority*. Pour rappel, l'accord bilatéral entre le Lesotho et l'Afrique du Sud pour le développement du projet avait été signé en octobre 1986 et la première phase achevée en 2003. Elle comprenait la construction de trois barrages, d'une tour de prise d'eau, d'un tunnel de transfert, un tunnel de livraison et une centrale hydroélectrique. Face au déficit hydrique sud-africain qui pourrait atteindre 17 % en 2030, le gouvernement souhaite développer la coopération transfrontalière des ressources en eau pour assurer l'approvisionnement du pays. De plus, ce projet participe au développement économique du Lesotho – pour rappel, les secteurs de l'eau et de l'électricité comptaient pour plus de 5% du PIB en 2022.

Nouvel essor du transport maritime par conteneurs malgré une faible performance du secteur logistique (*BusinessDay*)

Les statistiques hebdomadaires de l'Association des entreprises du secteur logistique (SAAFF), et

la Bidvest International Logistics (BIL) font ressortir un net rebond du marché du container maritime qui a retrouvé ses niveaux pré-pandémie de Covid-19. Le marché a notamment bénéficié de la hausse du trafic mondial de navires porte-conteneurs en service et d'une diminution des prix du fret (-80% par rapport à l'année dernière) . Les ports sud-africains se sont par ailleurs désengorgés. Toutefois, pour rappel, les ports à conteneurs de Durban, Ngqura et Cape Town se classent parmi les onze derniers sur 348 terminaux en termes de performance selon un rapport de la Banque mondiale publiée en 2022. Le secteur est notamment touché par la crise énergétique, une gestion peu performante et un vandalisme récurrent. A titre d'exemple, SAAFF a estimé que le coût des vols de câbles atteindrait près de 47 Mds ZAR (2,2 Mds EUR) par an pour le secteur. Par ailleurs, la dégradation du fret ferroviaire géré par l'entreprise publique Transnet limite également la performance logistique de l'entreprise publique, en dépit du rebond du marché.

Transnet lance un nouvel appel d'offres pour acquérir 20 MW de capacité photovoltaïque pour le port de Richards Bay

Le 17 mai, la Transnet National Ports Authority (TNPA) a lancé un appel d'offres pour le développement et la gestion complète d'un projet solaire photovoltaïque (20 MW), et d'un système de stockage d'énergie par batterie, dans le port de Richards Bay. Ce projet s'inscrit dans la stratégie énergétique de l'entreprise publique qui ambitionne de développer les énergies renouvelables, le gaz naturel liquéfié, les micros réseaux et le stockage d'énergie par batterie pour assurer la continuité des activités dans l'ensemble du système portuaire sud-africain. A long terme, TNPA souhaite étendre son programme d'énergies renouvelables à tous ses ports maritimes commerciaux, pour atteindre une capacité totale de production de près de 100 MW.

L'exploration et l'exploitation du gaz de schiste pourraient être lancées (Reuters)

L'Afrique du Sud explorerait la possibilité de lancer l'exploitation du gaz de schiste – avec un possible octroi de concession pour l'exploration dans au moins 10 blocs onshore dans la région du Karoo. Les blocs se situent sur des terrains autrefois détenus par Shell qui a renoncé à sa licence d'exploration de gaz de schiste l'année dernière. Cette initiative pourrait s'inscrire dans une diversification des sources d'énergie alternatives. Pour rappel, l'agence publique *Petroleum Agency South Africa* avait estimé que les réserves de gaz de schiste dans la région pourraient atteindre 209 Milliards de pieds cubes (tcf - soit 0,3% des réserves mondiales estimées) tandis que l'université de Johannesburg avait évalué un gisement entre 13 et 390 tcf (milliards de pieds cubes). Ces estimations restent incertaines puisqu'aucune exploration approfondie n'a été menée dans la région, suite à la suppression de la législation sur l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste en 2017, sur la base de préoccupations environnementales notamment. En effet, la fracturation hydraulique, nécessaire à l'extraction du gaz de schiste requiert une forte consommation d'eau et entraîne des risques de contamination des sols. La vente aux enchères des blocs serait prévue pour 2024 ou 2025, dans l'attente de l'adoption d'une nouvelle législation soutenant l'appel d'offres.

Angola

La Banque centrale maintient son taux directeur à 17% (Banco de Angola)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Banco Nacional de Angola*), réuni les 18 et 19 mai, a maintenu son taux directeur à 17%, après l'avoir abaissé d'un point au mois de mars. L'institution justifie sa décision par la baisse continue de l'inflation sur les quinze derniers mois (la hausse des prix sur un an a atteint 10,6% en avril, contre 12,6% en janvier 2023 et 22,7% en

janvier 2022). L'institution souhaite toutefois faire preuve de prudence, dans un contexte marqué par la dévaluation de la devise locale. Le kwanza angolais s'est en effet déprécié de 6,7% sur les 30 jours précédant le comité pour atteindre la parité de 541 AOA pour 1 USD. La réduction de l'excédent de la balance commerciale (6 Mds USD sur les quatre premiers mois de l'année, soit -27% par rapport à la même période de l'année précédente), qui résulte d'une forte contraction des exportations (-23%) et entraîne une raréfaction des devises étrangères, renforce en effet le risque d'inflation importée, via une pression à la baisse sur le taux de change. Dans ce contexte et pour limiter le risque de change, la Banque centrale a mis en vente des bons du Trésor en devises étrangères à hauteur de 350 M USD - pouvant être acquis en devise locale. Les autres indicateurs macroéconomiques restent en revanche stables : la croissance devrait ainsi se maintenir à 2,8% en 2023 (après 2,8% en 2022), conformément aux estimations. Les réserves internationales se maintiennent également à un niveau satisfaisant (14,5 Mds USD, soit 6,6 mois d'importations). La prochaine réunion du comité de politique monétaire se tiendra les 17 et 18 juillet.

Lesotho

La Banque mondiale publie sa stratégie quinquennale (Banque mondiale)

Le 16 mai, le Conseil d'administration a approuvé la nouvelle stratégie d'assistance pays 2024-28 du Lesotho. Ce plan quinquennal, dont l'adoption a été différée en raison de la crise de la Covid-19, puis de l'alternance politique d'octobre 2022, s'inscrit dans la continuité du précédent, dont il dresse pourtant un bilan contrasté. Cette stratégie s'appuie sur une enveloppe de 169,7 M DTS (soit environ 142,5 MUSD). Il s'articule autour de trois objectifs principaux : (i) le développement de l'emploi dans le secteur privé, (ii) l'amélioration du capital

humain au sein de la population, (iii) le renforcement des capacités de résilience face aux aléas climatiques. La stratégie prend en compte les spécificités de l'économie lesothane : un niveau structurellement élevé de dépenses publiques (45-50% du PIB), une instabilité politique historique, une situation géographique particulière (pays enclavé), et une dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud. L'économie lesothane est par ailleurs peu diversifiée, en raison d'une forte dépendance au secteur agricole (70% de la population vit d'une agriculture de subsistance) et de la faiblesse du secteur privé. Comme les autres pays de la sous-région, elle reste marquée par des taux de chômage et de pauvreté élevés (respectivement 22,5% et 32,4% - seuil international de 2,15USD/jour/pers), des inégalités significatives (coefficient de Gini de 44,9) et une faible résilience aux chocs externes et aux aléas climatiques.

📍 Malawi

L'inflation atteint un nouveau point haut (Reserve Bank of Malawi)

Selon la banque centrale du Malawi (*Reserve Bank of Malawi*), l'inflation a atteint +28,8% sur un an au mois d'avril, contre +27% le mois précédent. L'indice des prix à la consommation croît ainsi pour le quatrième mois consécutif, atteignant un niveau inédit depuis mai 2013. Cette évolution s'explique notamment par la hausse des prix des denrées alimentaires (+37,9% après +32,4% au mois de mars), tandis que la hausse des prix des produits non-alimentaires poursuit son ralentissement (+18,5%, contre 20,2% au mois de mars). L'indicateur devrait toutefois diminuer dans les mois à venir, sous l'effet d'une baisse des prix régionaux du maïs (-9% sur le marché sud-africain au mois d'avril), principal poste de dépenses des ménages, et du durcissement de la politique monétaire de la Banque centrale (*Reserve Bank of Malawi*), qui a

augmenté son taux directeur de 4 points à 22% au mois de mars.

Le FMI a conclu sa première mission de revue dans le cadre du programme sans financement (PMB) adopté au mois de novembre (FMI)

Du 16 au 22 mai, le Fonds Monétaire international (FMI) a mené une mission dans le pays, dans le cadre de la première revue de l'accord du programme PMB (*Program Monitoring with Board Involvement*). Les PMB sont des programmes sans financement issus de la famille des SMP (*Staff Monitored Program*), au sein desquels le FMI apporte une expertise technique et des conseils sur la mise en place et le suivi de politiques publiques. Dans le cas du Malawi, la mise en œuvre de ce programme est perçue comme un préalable à l'adoption d'un programme plus pérenne (Facilité Elargie de Crédit) de 350 M USD, en cours de négociation depuis juin 2022. Le programme PMB avait été approuvé en novembre 2022, en parallèle d'un programme de financement d'urgence de 88,3 M USD (*Rapid Credit Facility*) dans le cadre de l'initiative « *Food Shock Window* », alors que le pays faisait face à une pénurie de devises et à un besoin urgent de financement de sa balance des paiements (se traduisant notamment par une situation de pénurie généralisée de carburants). Selon l'institution monétaire, qui mentionne des résultats « mitigés », les objectifs fixés à la fin du mois de novembre 2022 n'ont été que partiellement atteints. Le pays a notamment rencontré des difficultés pour réduire ses dépenses publiques (le déficit public a atteint 8,8% sur l'exercice 2022/23, et devrait rester supérieur à 8% sur l'exercice en cours). Les discussions avec les autorités malawites se poursuivent, notamment pour prendre en compte les conséquences du cyclone Freddy sur l'économie.



Mozambique

La croissance se maintient à 4,2% au premier trimestre 2023 (*Instituto Nacional de Estatística*)

Selon l'agence nationale de statistiques (*INE*), le PIB a progressé de 4,2% sur un an au premier trimestre 2023, après 4,2% sur un an au trimestre précédent. Onze des quinze secteurs de l'économie ont enregistré une progression de leur activité sur la période, en particulier les industries extractives (+32,6%, soit 1,6 point, portées par les exportations de Gaz Naturel Liquéfié de la major ENI, démarrées en novembre 2022), de l'agriculture (+3,8%, soit une contribution positive de 1 point, et ce en dépit d'événements climatiques défavorables), et des transports et communications (+7,5%, soit +0,7 point). Pour rappel, selon le FMI et la Banque mondiale, la croissance mozambicaine devrait accélérer en 2023 pour atteindre 5% (après 4,1% en 2022) – portée notamment par les projets gaziers dans le nord du pays (Cabo Delgado) et une nette reprise du secteur touristique.

TotalEnergies publie un plan d'action sur l'amélioration de la situation socio-économique des communautés affectées par le projet Mozambique LNG (*TotalEnergies*)

TotalEnergies a publié un plan d'action pour le développement socio-économique de la région du Cabo Delgado, où les projets d'exploitation du Gaz Naturel Liquéfié en cours de développement par la major pétrolière (*Mozambique GNL*) sont localisés. Le plan a été élaboré sur la base des recommandations de Jean-Christophe Ruffin - ancien directeur de l'ONG Action contre la faim et ex-Ambassadeur de France au Sénégal. Le plan d'action, supervisé par M. Rufin, devrait accélérer le versement de compensations financières et la construction de nouveaux logements pour les familles déplacées, le soutien au secteur de la pêche locale et la

création d'une fondation pour améliorer la situation socioéconomique des communautés locales. L'initiative, qui dit vouloir promouvoir un développement local, inclusif et durable du GNL intervient dans un contexte de forte mobilisation des populations locales et ONG internationales. Elle sera dotée d'un budget pluriannuel de 200 M USD. Pour rappel, le projet de Total Energie (23 Mds USD d'investissements), avait été interrompu en 2021 en raison de la dégradation de la situation sécuritaire dans la région (attaques de civils par des insurgés liés à l'État islamique). Le projet Mozambique LNG devait initialement livrer sa première cargaison en 2024, avec pour objectif de produire jusqu'à 43 M de tonnes de gaz par an. Étant donné l'amélioration récente de la situation sécuritaire dans la région, il est prévu que le projet de Total Énergie reprenne dans les mois à venir.

La Banque Mondiale approuve un financement de 150 MUSD en réponse au cyclone (*Banque mondiale*)

Le 19 mai, le conseil d'administration de la Banque mondiale a annoncé la mise en place d'un nouveau plan d'urgence pour faire face aux conséquences du cyclone Freddy. La Banque Mondiale a notamment décidé de réallouer 150 MUSD de financements (100 MUSD de dons et 50 MUSD de prêts concessionnels), préalablement mobilisés sur d'autres projets au Mozambique, à un fonds d'urgence. Ces financements seront affectés au secteur des transports (à hauteur de 51 M USD), à l'approvisionnement et au traitement des eaux (26,1 M USD), ainsi qu'aux secteurs de l'agriculture et de l'énergie (respectivement 19 MUSD et 17,7 M USD). Cette décision a été prise en réponse à l'appel du Ministre de l'Economie et des Finances, M. Ernesto M.E.Tonela, qui avait demandé un soutien massif aux institutions internationales dans le contexte d'une crise humanitaire touchant 1,2 M de personnes. Ce montant vient s'ajouter au 300 MUSD de dons préalablement versés en avril par l'institution

(CRW – Crisis Response Window), alors que l'estimation des dommages du cyclone a été chiffré à 1,5 Md USD par une équipe de la Banque centrale mozambicaine.

Zimbabwe

Le gouvernement lance un processus de sauvetage pour l'opérateur Telecel (AgenceEconfin)

Le gouvernement zimbabwéen a lancé le processus de sauvetage pour redresser l'opérateur public Telecel, dont la dette total atteint plus de 24 Mds USD. En effet, l'entreprise publique a vu sa base d'abonnés chuter de près de 75% - passant de 1,6 million en 2017 à 390 000 en 2022 (soit moins de 3% de part de marché). En conformité avec la loi sur l'insolvabilité des

entreprises, la société *Aurifin Capital* - société sud-africaine - a été nommé administrateur et sera en charge de relancer les activités de Telecel. Cette procédure intervient alors que le secteur de la télécommunication zimbabwéen fait face à des défis importants – cadre macroéconomique particulièrement fragile (spirale inflation/dépréciation de la devise locale qui touche directement le pouvoir d'achat des ménages), actes répétés de vandalisme sur les infrastructures et difficulté d'approvisionnement en électricité (coupures récurrentes). Dans ce contexte, l'Autorité zimbabwéenne de régulation des postes et télécommunications (POTRAZ) a par ailleurs approuvé une augmentation des tarifs des services fournis par l'ensemble des opérateurs télécoms. Ces derniers ont ainsi mis en œuvre une première augmentation de 50% en février 2023, renouvelée au 1^{er} avril.

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	25/05/2023	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	19,50 ZAR	-0,8%	-7,1%	-19,8%	-12,9%
Angola	541,0 AOA	-0,8%	-6,3%	-23,2%	-6,9%
Botswana	13,5 BWP	-0,4%	-3,6%	-11,0%	-6,1%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	19,3 ZMW	-3,5%	-9,2%	-10,8%	-6,2%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : SER de Pretoria

Rédacteurs : Léopold VINOT, Marie DESJEUX, Pierre FINOT et le SE de Luanda
Revu par Claire JOLLY et Antoine WILLENBUCHER